

## 2 Politique

## Vie des partis/Le Parti pour le changement (PLC)

### Appel à plus d'engagement des jeunes en politique



Anges Kevin Nzigou, s'adressant à la jeunesse.



Une vue des cinq membres fondateurs de "PLC" et quelques représentants des partis alliés.

AEE

Libreville/Gabon

**POUR** sa première sortie officielle, au quartier Nzeng-Ayong, dimanche dernier, le parti Pour le changement (PLC), a invité les Gabonais en général et les jeunes en particulier, à "s'engager pleinement dans la vie politique nationale, pour espérer arriver au changement tant attendu." Débutée en début d'après-midi, avec la présence des représentants de quelques partis politiques alliés, cette rencontre avait, pour entre autres objectifs, comme l'a souligné l'un des cinq membres fondateurs de PLC, Anges Kevin Nzigou, d'avoir un "échange franc et sincère" avec les habitants de Nzeng-Ayong. "Nous nous sommes réunis ici, a-t-il dit, pour permettre à chacun d'entre vous de



Une vue des militants et sympathisants ayant effectué le déplacement.

comprendre la nécessité de vous engager pour votre pays. Le PLC a la vocation d'être la propriété de chaque Gabonais et chaque Gabonaise. C'est

un parti républicain, qui rassemble tous les Gabonais ayant soif du changement. Car, comme nous le constatons, il y a une grande envie de change-

ment dans ce pays. Il y a un mal-être qui est alimenté par l'irresponsabilité de certains hommes politiques, incapables d'apporter le bien-être au

peuple".

Corroborant ces propos, Elza Boukandou, l'autre membre fondateur du PLC a ajouté qu'il est temps que la jeunesse

s'assume pleinement. "Nous avons une grande part de responsabilité dans le développement de ce pays. On ne doit pas tuer nos rêves. Nous avons nous aussi le droit de rêver à un avenir meilleur pour nous. Nous sommes des personnes à part entière et il est temps que l'on nous considère véritablement dans ce pays. Il est temps que nous nous engagions politiquement", a-t-elle lancé.

Pour clôturer la série des interventions, le secrétaire général du parti, Eric Moussavou, a quant à lui lancé un appel aux populations gabonaises à intégrer massivement le PLC qui est un parti de tous.

Il convient de rappeler que cette formation politique est l'initiative des dissidents du parti de Jean de Dieu Moukagni Iwangou (US), suite à sa nomination au gouvernement.

## Miroir du gouvernement

### Exemple à suivre

40% des personnels nommés à la présidence de la République ont été remis à la disposition de leurs administrations d'origine, à l'issue du dernier Conseil des ministres. Émanant de la première institution du pays, cette mesure spectaculaire ne saurait être analysée sans tenir compte du message qui la sous-tend : en ces temps de crise économique aiguë, caractérisée par la volonté de réduire drastiquement le train de vie de l'État, les gouvernants se doivent de montrer la voie à suivre par le reste de l'administration. Et donc d'être exemplaires à tout point de vue en faisant montre d'humilité et en s'abstenant d'afficher un train de vie ostentatoire.

Toute autre attitude discréditerait et décrédibiliserait assez gravement la parole gouvernementale car les agents publics, devant être lourdement affectés, pendant trois ans, par les décisions prises par le gouvernement dans son ambition d'assainir les comptes publics, ne comprendraient pas que l'exemple ne vienne pas du sommet de l'État. D'autant plus que l'escalier se nettoie mieux d'en haut.

C'est dire que, dans les tout prochains jours, l'opinion s'attend à ce que l'équipe "Issoze Ngonde III" applique intégralement, sans état d'âme, les nouvelles dispositions fixant notamment la composition du cabinet de membre du gouver-

nement et celles supprimant les postes de directeurs généraux adjoints 2 des services centraux, publics personnalisés, de secrétaires exécutifs adjoints 2 des autorités indépendantes et de secrétaires généraux adjoints 2 du gouvernement. De même qu'elle s'attelle, dans le même temps, à concrétiser la décision visant la réduction de près de moitié des établissements publics personnalisés et agences publiques, tout en s'abstenant d'acquiescer des véhicules de plus de 30 millions de nos francs.

Ce qui suppose une solidarité, une rigueur à toute épreuve et de tous les instants. Car, chez nous, c'est bien connu, les décisions sont rarement appliquées

dans la durée. Et d'aucuns essaient toujours de se "débrouiller", pour ne pas passer à la trappe. D'où la nécessité d'instaurer, pourquoi pas, au besoin, le maximum de contrôle et de transparence dans le cadre de l'application des mesures visant à interdire également, pendant trente-six mois, tout recrutement de la main-d'œuvre non permanente, à geler les concours, les mises en stage, les reclassements et les recrutements comme contractuels des agents déjà à la retraite.

Ce devoir de transparence est d'autant plus utile que, depuis un certain nombre d'années, à la faveur du clientélisme politique galopant et ambiant, d'aucuns se sont arrangés, au

travers de leurs positions au sein de l'appareil politico-administratif, à caser, à tout-va, parents, amis, militants, etc., à la Fonction publique. Ce, parfois, au mépris des règles en la matière. Et, avec les échéances électorales à venir, rien ne dit que cette pratique va disparaître.

Dans tous les cas, le chef de l'État a fixé le cap de la meilleure des manières qui soit. Reste maintenant au gouvernement de se l'approprier. Il y va de la relance de notre économie et de la préservation de notre modèle social. S'en départir reviendrait à retarder l'émergence d'une nouvelle gouvernance tant désirée par les populations.

J. KOMBILE MOUSSAVOU